



**N° SC2853**

---

Etablissement Français du Sang  
20, avenue du Stade de France  
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

## **MARCHE DE PRINT MANAGEMENT POUR LA FOURNITURE DE SIGNALETIQUE PERSONNALISEE EFS**

### **Appel d'offres ouvert**

Article L.2124-2 du code de la commande publique  
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

---

## **SOMMAIRE**

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>5</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Allotissement</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.5. Estimation du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.6. Durée du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.7. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>7</b>
3.7.1. Principe	7
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	7
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>7</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>8</b>
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.1.2. Clause d'insertion sociale	8
<b>5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission des marchés subséquents</b>	<b>9</b>
5.2.1. Consultation du Titulaire et passation des marchés subséquents	9
5.2.2. Forme et durée des marchés subséquents	10
5.2.3. Emission des bons de commande	10
5.2.4. Délais d'exécution des bons de commande	11
5.2.5. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	11
<b>5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>11</b>
5.3.1. Emission des bons de commande	11
5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande	12
<b>5.4. Transport – livraison des supports</b>	<b>12</b>
5.4.1. Lieux de livraison	12

5.4.2. Transport	12
5.4.3. Documents à fournir	12
<b>5.5. Vérification et admission des prestations de fabrication des supports</b>	<b>13</b>
5.5.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport	13
5.5.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis	13
<b>5.6. Vérification et admission des prestations de mise à disposition de l'outil de commande et de suivi d'activité</b>	<b>13</b>
<b>5.7. Vérification et admission des prestations d'accompagnement dans la gestion des besoins d'impression</b>	<b>14</b>
<b>5.8. Pénalités</b>	<b>14</b>
5.8.1. Pénalités de retard	14
5.8.1. Pénalités de retard dans la livraison des supports signalétiques	15
5.8.2. Pénalités pour mauvaise exécution	15
5.8.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	15
<b>5.9. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>16</b>
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>16</b>
<b>6.1. Réunions de suivi</b>	<b>16</b>
<b>6.2. Relations entre les parties</b>	<b>16</b>
<b>6.3. Confidentialité</b>	<b>17</b>
6.3.1. Obligations du Titulaire	17
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	18
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>18</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>18</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>18</b>
<b>7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>19</b>
<b>7.4. Evolutions administratives</b>	<b>19</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>19</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>20</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>20</b>
<b>9.1. Contenu des prix</b>	<b>20</b>
<b>9.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>20</b>
<b>9.3. Avance</b>	<b>21</b>

<b>9.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>21</b>
9.4.1. Facturation	21
9.4.2. Dématérialisation des factures	22
9.4.3. Délai de paiement	22
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	22
9.4.5. Intérêts moratoires	22
9.4.6. Nantissement et cession de créance	23
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	23
<b>10. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>23</b>
<b>11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>24</b>
<b>11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>24</b>
<b>11.2. Résiliation aux torts du Titulaire</b>	<b>24</b>
<b>11.3. Résiliation pour évènements liés au marché</b>	<b>24</b>
<b>11.4. Exécution aux frais et risques</b>	<b>25</b>
<b>12. LITIGES</b>	<b>25</b>
<b>13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE</b>	<b>25</b>

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptables assignataires** : comptables des Etablissements :

- Pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir adjudicateur** :

- L'Etablissement Français du Sang (EFS)

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** :

- Pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Le présent marché porte sur une prestation de print management pour la fourniture de signalétique personnalisée EFS.

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique)** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché concerne la prestation de print management pour la fourniture de signalétique personnalisée pour l'EFS.

Les services attendus dans le cadre du marché concernent la fourniture d'une solution de maîtrise et de gestion des projets de fabrication, de la conception à la mise en œuvre et regroupant plusieurs fonctions notamment :

- La mise à disposition d'un outil en ligne dédié permettant de réaliser le processus de commande de bout en bout, de la demande de devis jusqu'au suivi de livraison en passant par la réalisation des commandes et la validation des bons à tirer (BAT) en ligne ;
- L'accompagnement de l'EFS en proposant des optimisations techniques et budgétaires au regard du besoin de fabrication exprimé (format, matière, grammaire, etc.) ;
- La fabrication des signalétiques (fabrication/impression, le façonnage, les finitions, le conditionnement) ;
- Le stockage (éventuel) et la livraison des signalétiques à l'EFS.

### 3. DISPOSITIONS GENERALES

#### 3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- Article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

#### 3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

#### 3.3. Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique le marché public n'est pas alloti en raison du fait que le fonctionnement de ce nouveau marché ne permettrait pas de faire un allotissement. Le but est d'avoir un interlocuteur unique fournissant l'ensemble de la prestation clé en main afin de gagner en efficacité et en simplicité. (cf. avantage listés plus haut). Ainsi dissocier les prestations reviendrait à reproduire le même marché qu'antérieurement sur l'impression.

#### 3.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

##### **Les prestations faisant l'objet de marchés subséquents sont les suivantes :**

- L'accompagnement de l'EFS en proposant des optimisations techniques et budgétaires au regard du besoin de fabrication/impression exprimé (format, matière, grammage, etc.) ;
- La fabrication des produits de signalétiques (fabrication/impression, assemblage, façonnage, les finitions, le conditionnement) ;
- Le stockage et la livraison des produits de signalétique à l'EFS.

##### **Les prestations faisant l'objet de bons de commande sont les suivantes :**

- Les prestations complémentaires éventuelles ou le stockage éventuel

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum de **4 000 000€ HT** (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

L'engagement à l'égard du Titulaire porte sur les quantités/valeurs minimales de Services, sous réserve d'un ajustement à  $\pm 1$  conditionnement, du fait des conditionnements proposés par le Titulaire.

Le Titulaire est engagé à concurrence des quantités/valeurs maximales.

### 3.5. Estimation du marché public

Le montant estimatif du marché public est de 1,1 millions euros sur la durée totale du marché.

### 3.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée ferme de vingt-quatre **(24) mois**.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement **2(deux) fois** pour une période de **douze (12) mois**, sans que la durée totale ne dépasse **quarante-huit (48) mois**.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard **1(un) mois** avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

### 3.7. Langue d'exécution du marché public

#### 3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### 3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

#### 3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le présent CCAP et ses annexes :
  - Annexe relative à la protection des données personnelles
- Le CCTP et ses annexes ;

- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- ❖ La Proposition technique du Titulaire constitué des éléments suivants :
  - Le cadre de réponse relatif à la couverture fonctionnelle et technique de l'outil :
  - Le cadre de réponse relatif à la mise en place de l'outil de commande et la description de ses fonctionnalités globales ;
  - Le cadre de réponse technique ;
  - Le cadre de réponse relatif aux exigences SSI de l'EFS.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seule foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

**Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.**

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## 5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 5.1. Développement durable

#### 5.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire respecte les obligations environnementales suivantes :

Le Titulaire devra respecter les engagements pris dans le cadre réponse remis dans son offre et respecter les exigences figurant à l'article 9 du CCTP.

#### 5.1.2. Clause d'insertion sociale

L'EFS est engagé dans une démarche d'achat responsable, avec une volonté politique de favoriser l'embauche des publics éloignés de l'emploi.

Elle porte ainsi une attention toute particulière à la démarche sociale du titulaire et fixe des objectifs chiffrés au titulaire en matière de recours au secteur du travail protégé (EA/ESAT). Le panel du titulaire devra ainsi comporter des fournisseurs provenant de ce secteur.

Un des objectifs du marché sera de pouvoir faire appel, dans la mesure du possible, à ce type de société.

L'objectif chiffré sera à déterminer et à faire progresser d'un commun accord.



## **5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission des marchés subséquents**

### **5.2.1. Consultation du Titulaire et passation des marchés subséquents**

Comme indiqué à l'article 3.4 du présent CCAP, les prestations ci-dessous énumérées seront exécutées dans le cadre de marchés subséquents :

- Accompagnement de l'EFS en proposant des optimisations techniques et budgétaires au regard du besoin de fabrication/impression exprimé (format, matière, grammage, façonnage etc.) ;
- Fabrication des supports de signalétiques (fabrication/impression, assemblage, façonnage, les finitions, le conditionnement) ;
- Stockage et la livraison des supports signalétiques à l'EFS.

S'agissant de ces prestations, l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles. Les marchés subséquents auront donc pour effet, conformément à l'article R2162-7 du Code de la commande publique, de préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre sans entraîner de modifications substantielles.

Pour les besoins récurrents et ponctuels, le Titulaire est consulté via l'outil de commandes et de suivi d'activité ou directement par courriel si besoin (en cas d'indisponibilité ou pour toute autre raison rendant la consultation par ce moyen pertinent). Dans tous les cas, les consultations par courriel sont retranscrites dans l'outil afin d'assurer un tracking des demandes.

L'EFS communique lors de cette consultation le ou les support(s) de communication objet de son besoin de fabrication et y apporte les précisions et caractéristiques nécessaires à sa prise en compte.

Un délai est accordé au titulaire à la fois pour formuler ses observations et recommandations à valider avec l'EFS et présenter son devis selon les modalités décrites à l'article 7.1 du CCTP. Ce délai tient compte d'éléments tels que l'urgence de la demande et la complexité des prestations attendues.

Le devis du titulaire devra intégrer :

- Les coûts des prestations de fabrication/impression ;
- Les quantités de supports à fabriquer/imprimer ;
- Leur conditionnement ;
- Le taux de rémunération lié à l'accompagnement et le montant des honoraires associés ;
- Le délai de livraison à compter du BAT final indiqué sur le devis ;
- La reprise des spécifications techniques du besoin exprimé par l'EFS ou les propositions d'optimisations techniques le cas échéant.

Les prestations attendues dans le cadre de ces sollicitations devront être conformes aux prescriptions techniques formulées dans le CCTP ; établies dans la limite des prix plafonds prévus au bordereau des prix et répondre aux objectifs assignés au titulaire.

Sur la base du devis accepté et validé par l'EFS, le titulaire recevra un bon de commande qui comportera les mentions suivantes :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;

- Le prix unitaire contractuel HT des fournitures commandées ;
- Les honoraires de rémunération ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;

Le ou les lieu(x) de livraison souhaité(s) ; Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### 5.2.2. Forme et durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sont formés par les éléments suivants :

- Les besoins de fabrication/impression exprimés par l'EFS via l'outil de gestion qui prennent la forme d'un cahier des charges après qualification du besoin par le titulaire ;
- Les devis du Titulaire acceptés et validés ;
- Les bons de commande.

Ils peuvent être conclus, à tout moment pendant sa durée de validité, à compter de sa notification et jusqu'à sa date d'échéance.

Les marchés en cours d'exécution à la date de fin de l'accord-cadre se poursuivent jusqu'à leur propre terme sans que cette prolongation ne puisse excéder **six (6) mois** après l'expiration de l'Accord-cadre.

Ils prennent effet à compter de la réception du bon de commande et se terminent à la livraison des supports imprimés.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Établissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### 5.2.3. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

#### 5.2.4. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de **(10) dix jours ouvrés** pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est **de cinq (5) jours**.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de **deux (2) mois** à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle Fourniture, le Titulaire s'engage à livrer, dans les 15 jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de Fournitures définie par le RPA nécessaire à l'adaptation et à la validation des techniques de production dans les conditions prévues à l'article 5.2 du présent CCAP.

#### 5.2.5. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Services prévues au présent marché public et ce, sous certaines conditions déterminées ci-après :

- 3 % du montant estimé de l'estimatif de l'accord-cadre.

### 5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

#### 5.3.1. Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Comme indiqué à l'article 3.4 du présent CCAP, la mise à disposition de l'outil de commande et de suivi d'activité fera l'objet d'un bon de commande annuel établi par le RPA par tout moyen permettant de leur en donner date de réception certaine.

Un bon de commande sera émis pour le poste 1 relatif au paramétrage de la solution. S'agissant des autres postes du bordereau des prix, les bons de commande seront émis en fonction des besoins.

Les bons de commande indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire/forfaitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;

- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### 5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

## 5.4. Transport – livraison des supports

### 5.4.1. Lieux de livraison

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées sur des sites métropolitains et éventuellement dans les DOM.

### 5.4.2. Transport

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des supports à livrer.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison de l'EFS.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Sans préjudice des dispositions figurant à l'article 5.4.3 du présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP/l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

### 5.4.3. Documents à fournir

#### 5.4.3.1. Les bordereaux de livraison

Les supports imprimés livrés doivent être accompagnés d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;

- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Le RPA et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

## 5.5. Vérification et admission des prestations de fabrication des supports

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

### 5.5.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des supports, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP/l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

### 5.5.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectue dans **un délai de (5) jours à compter de la livraison**, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées.

La quantité doit être conforme à la commande. Dans le cas contraire, le Titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la qualité n'est pas conforme à la commande effectuée et aux stipulations de l'accord-cadre, l'EFS prend une décision expresse d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux articles 30 du CCAG-FCS.

## 5.6. Vérification et admission des prestations de mise à disposition de l'outil de commande et de suivi d'activité

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des prestations se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

- **Paramétrage et mise à disposition de la plateforme de commande et de suivi d'activité**

À l'issue de la période de déploiement de la plateforme au sein de l'EFS, celui-ci dispose d'un délai de 50 jours calendaires pour notifier au Titulaire sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet de la prestation de paramétrage et de mise en place de la plateforme. Le silence gardé par l'Établissement au-delà de ce délai vaut décision implicite d'admission.

Cette période consiste à vérifier le fonctionnement de la Plateforme dans le cadre d'une utilisation courante. Cette période dite d'exploitation réelle permet de valider la conformité aux spécifications fonctionnelles et techniques définies dans le CCTP et l'exploitabilité de la plateforme mise en place.

Pendant cette période, le Titulaire intervient pour corriger toute anomalie ainsi que les conséquences éventuelles provoquées par cette dernière.

- **Fonctionnement de l'outil au cours du marché**

Les prestations liées au fonctionnement et à l'utilisation de l'outil sont réputées admises.

En tout état de cause le Titulaire respecte les engagements pris dans le cadre de son offre. À ce titre, le Titulaire s'engage à faire parvenir par voie dématérialisée un état annuel récapitulant les éventuels incidents survenus sur la période, ainsi que le taux de satisfaction de son Offre (notamment sur l'indisponibilité de la Plateforme) au Coordinateur national du marché.

Durant le marché public, en cas de défaut de fonctionnement par rapport aux exigences minimales exprimées par l'EFS dans le CCTP, ou de rupture du service, des pénalités peuvent être appliquées (Cf. CCAP « Pénalités »).

## **5.7. Vérification et admission des prestations d'accompagnement dans la gestion des besoins d'impression**

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

## **5.8. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### **5.8.1. Pénalités de retard**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondant aux bons de commande.



Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### 5.8.1. Pénalités de retard dans la livraison des supports signalétiques

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris d'un commun accord entre le Titulaire et l'EFS relatifs aux délais de livraison des produits.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard de livraison étant imputable au Titulaire, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité de retard correspondant à 10% du montant hors taxes de la commande.

#### 5.8.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

Manquement constaté	Montant de la pénalité de retard	Point de départ pour le calcul de la pénalité
Indisponibilité totale de la plateforme en journée	100 euros par jour d'indisponibilité	À partir de la troisième heure d'indisponibilité constatée par l'EFS et portée à la connaissance du Titulaire
Indisponibilité partielle de la plateforme en journée	50 euros par jour d'indisponibilité	
Retard dans la mise en service de l'outil	50 euros par jour de retard	A compter du premier jour de retard
Non remise des éléments de déclaration CITEO	25 euros par jour ouvré de retard	A partir du 16 janvier de l'année N+1
Retard répété dans la transmission des devis	50 euros par retard	Applicable à des lots de 5 retards consécutifs

#### 5.8.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de **cent (100) euros par jour de carence constaté**.

## **5.9. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (voir règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse **600 € TTC**, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1. Réunions de suivi**

Le RPA organise semestriellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les ans à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

Ce bilan mentionne à minima :

- Le nombre de commandes passées ;
- Le volume d'achat par région ;
- Le gain achat réalisé ;
- Le montant des dépenses associées ;
- Le tonnage de produits et diverses matières.

### **6.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de la DAIM.



### 6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### 6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### 6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 7. MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### 7.2. Clause de réexamen

#### ❖ Evolution des membres du groupement d'entreprise :

Le Titulaire du marché peut, s'il se présente sous la forme d'un groupement d'entreprises, peut faire évoluer la composition de ce groupement soit en substituant un co-traitant par un nouveau co-traitant soit en intégrant un nouveau co-traitant à la liste des co-traitants existants.

Le mandataire du groupement fait connaître à l'EFS un (1) mois avant sa prise d'effet une liste actualisée des co-traitants. Cette modification ne pourra intervenir que deux (2) fois par an sous réserve que les nouveaux co-traitants remplissent les capacités techniques nécessaires à l'exécution des prestations et respectent leurs obligations en matière fiscale et sociale.

La nouvelle composition du groupement est actée par une décision de l'EFS.

❖ **Evolution du montant maximum** :

Dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

### **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

### **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## 8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## 9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ

### 9.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont constitués :

En ce qui concerne les prestations complémentaires (onglet BP outil) par :

- les prix exprimés en euros HT et TTC mentionnés dans l'annexe financière

En ce qui concerne les prestations d'accompagnement, de gestion, d'optimisation des besoins d'impression et d'impression des supports de communication (**onglets BP Tx rémunération et BP fabrication**) par :

- les prix correspondant aux différents supports à imprimer
- les honoraires de rémunération du titulaire mentionnés dans l'annexe financière obtenus par application d'un taux de rémunération au montant de chaque consultation

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

### 9.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord cadre puis révisables annuellement, à la hausse comme à la baisse, le 1<sup>er</sup> jour suivant la date anniversaire de celui-ci.

Ils peuvent être révisés sur la base du nouveau tarif du titulaire applicable à sa clientèle pour la même nature de fourniture

**Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au RPA par courrier ses nouveaux tarifs, deux mois avant la date anniversaire d'exécution de celui-ci. Son omission ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.**

**L'acheteur notifie au titulaire son acceptation de la révision de prix dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception de la demande.**

#### ❖ Clause butoir

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que **de 2% maximum**.

#### ❖ Clause de sauvegarde

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

### 9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de **10%**.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### 9.4. Modalités de facturation et de règlement

#### 9.4.1. Facturation

Après chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

#### **En ce qui concerne les prestations d'accompagnement dans la gestion des besoins d'impression et d'impression des supports**

Le Titulaire transmet au RPA, après exécution de chaque bon de commande, un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés avec les unités d'œuvre (UO) ;
- le montant hors TVA des commandes de fabrication ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- les honoraires de rémunération relatifs aux prestations d'accompagnement ;
- le montant total TTC ;

- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

#### 9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre



formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **9.4.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **9.4.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- L'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;
- Le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique.

## **10. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## **11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **11.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure



#### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

### **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

### **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>